



Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres & Mers

**76 boulevard Gambetta
CS 40 021
62101 CALAIS**

**Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place d'un contrat de
délégation de service public pour l'exploitation du port de plaisance de Calais.**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P.)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

SOMMAIRE

ARTICLE 1ER - GENERALITES

- 1.1. OBJET DU MARCHE
- 1.2. FORME DU MARCHE
- 1.3. DECOUPAGE DES PRESTATIONS
- 1.4. POUVOIR ADJUDICATEUR
- 1.5. ORGANISATION DU MAITRE D'OUVRAGE
 - 1.5.1. Groupe consultatif ou d'assistance :
 - 1.5.2. Conducteur d'études ou d'opération
- 1.6. PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE
- 1.7. CONTROLE DES PRIX DE REVIENT

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

ARTICLE 3 - UTILISATION DES RESULTATS - PROPRIETE INTELLECTUELLE

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE

ARTICLE 5 - PRESENTATION DES RESULTATS - LIVRABLES A REMETTRE

ARTICLE 6 - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES

- 6.1. DELAIS D'EXECUTION
- 6.2. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION
- 6.3. PENALITES
 - 6.3.1. Pénalités de retard
 - 6.3.2. Autres pénalités

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION

- 7.1. LIEUX D'EXECUTION

Les prestations d'études s'exécutent dans les lieux suivants :
- 7.2. MODALITES D'EXECUTION - CONDUITE DES PRESTATIONS
- 7.3. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS
- 7.4. PERSONNEL DU TITULAIRE
- 7.5. CONTROLE DES PRESTATIONS
- 7.6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET DU MAITRE D'OUVRAGE
 - 7.6.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE
 - 7.6.2 OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE
- 7.7. LIEUX OU LOCAUX ET MOYENS MIS A DISPOSITION
 - 7.7.1. Lieux ou locaux mis à la disposition du titulaire
 - 7.7.2. Moyens mis à la disposition du titulaire
- 7.8. NOTIFICATION DES DECISIONS - COMMUNICATIONS AVEC LE
TITULAIRE

ARTICLE 8 - PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

- 8.1. PRIX

8.1.1	Forme des prix
8.1.2	Contenu des prix
8.1.3	Application de la Taxe à la valeur ajoutée
8.2.	TRANCHE(S) CONDITIONNELLE(S)
8.3.	VARIATION DANS LES PRIX
8.4.	REGLEMENT DES COMPTES
8.4.1.	Acomptes :
8.4.2.	Solde :
8.4.3.	Echéancier des paiements :
8.4.4.	Délai de paiement :
8.5.	FORME DES DEMANDES DE PAIEMENT
ARTICLE 9 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	
9.1.	RETENUE DE GARANTIE
9.2.	AVANCE
9.3.	ASSURANCE
ARTICLE 10 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS - DECISIONS APRES VERIFICATIONS	
10.1.	OPERATIONS DE VERIFICATIONS
10.2.	DECISIONS APRES VERIFICATIONS
10.3.	DELAIS D'ACCEPTATION DES PRESTATIONS
ARTICLE 11 - GARANTIE TECHNIQUE	
ARTICLE 12 - RESILIATION DU MARCHE - REGLEMENT DES LITIGES	
12.1	RESILIATION DU MARCHE
A	RESILIATION DU FAIT DU MAITRE D'OUVRAGE
B	RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU PRESTATAIRE
C	CAS PARTICULIER DE RESILIATION LIE A LA BONNE EXECUTION DES PRESTATIONS
D	RESILIATION EN CAS DE GROUPEMENT
12.2	REGLEMENT DES LITIGES
ARTICLE 13 - SAISIE-ARRET	
ARTICLE 14 - REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE	
ARTICLE 15 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	

ARTICLE 1ER - GENERALITES

1.1. OBJET DU MARCHE

Le présent cahier concerne des prestations ayant pour objet :

La présente consultation a pour objet de l'exécution des prestations suivantes :

Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place d'un contrat de délégation de service public pour l'exploitation du port de plaisance de Calais.

La mission est composée de 6 phases, reparties en 1 tranche ferme et 3 tranches optionnelles.

Les besoins du maître de l'ouvrage sont détaillés dans le document : cahier des charges.

1.2. FORME DU MARCHE

Marché publics à tranches conformément aux dispositions de l'article 77 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

1.3. DECOUPAGE DES PRESTATIONS

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage est décomposée en une tranche ferme et trois tranches optionnelles (TO).

La tranche ferme comprend : (phases 1)

-Réalisation du rapport prévu à l'article L.1411-4 du code général des collectivités territoriales préalable au lancement effectif de la procédure de passation de la délégation de service public et assistance dans le cadre de l'instruction requise en application des dispositions du CGCT.

Les tranches optionnelles comprennent: (phases 1bis, 2,3,4,5)

TO1 : phase 1bis - Assistance à la mise au point et à la finalisation de la convention de délégation de compétence plaisance conclue entre la Région des Hauts de France et la Communauté d'Agglomération Grand Calais.

TO2 : phase 2 - Assistance à l'établissement du dossier de consultation et à l'accomplissement des mesures de publicité

Phase 3 - Assistance tout au long de la phase de consultation (candidatures/offres)

Phase 4 - Assistance à la négociation et à la finalisation de la convention de délégation de service public portuaire

TO3 : phase 5 - Assistance à l'application effective de la convention de délégation de service public portuaire.

Les prestations ne sont pas divisées en lots.

1.4. POUVOIR ADJUDICATEUR

La personne publique contractante est :

Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres & Mers
76 boulevard Gambetta – CS 40 021
62101 CALAIS CEDEX

Représentée par sa Présidente, Madame Natacha BOUCHART.

1.5. ORGANISATION DU MAITRE D'OUVRAGE

1.5.1. Groupe consultatif ou d'assistance :

Le maître de l'ouvrage est assisté par un groupe de pilotage, dont diverses réunions sont à prévoir.
La composition des différentes composantes de ce groupe sera arrêtée ultérieurement.

1.5.2. Conducteur d'études ou d'opération

Gregory PIERRET – Directeur Général Adjoint chargé du pôle des moyens opérationnels

1.6. PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE

Sans objet.

1.7. CONTROLE DES PRIX DE REVIENT

Sans objet.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A) Pièces particulières :

- Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Cahier des clauses administratives particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- Cahier des charges et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Mémoire méthodologique et technique constitué par le contractant en réponse au cahier des charges
- Devis détaillé constitué par le contractant en complément de son mémoire méthodologique et précisant la décomposition du prix global et forfaitaire.

B) Pièces générales :

Le document applicable est celui en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix :

- ◇ Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-P.I.) approuvé par le décret n° 78-1306 du 26 décembre 1978 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié notamment l'arrêté du 16 septembre 2009 (JO du 16 octobre 2009 – NOR :ECM0912503A).

ARTICLE 3 - UTILISATION DES RESULTATS - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les résultats des prestations d'études faisant l'objet du marché ne constituent que des idées, des méthodes ou des éléments de savoir-faire et, de ce fait, ne sont pas susceptibles d'une propriété incorporelle.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE

Confère article 3 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 5 - PRESENTATION DES RESULTATS - LIVRABLES A REMETTRE

Le titulaire remet les livrables concrétisant les résultats des prestations d'études dans le délai précisé à l'article 6 du présent cahier et selon les modalités définies dans le document : cahier des charges.

ARTICLE 6 - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES

6.1. DELAIS D'EXECUTION

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

6.2. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Les stipulations de l'article 13.3.3 du CCAG-PI sont applicables.

6.3. PENALITES

6.3.1. Pénalités de retard

En cas de non-respect des délais prescrits pour la remise des livrables, le titulaire subit les pénalités de retard prévues à l'article 14 du CCAG-PI.

6.3.2. Autres pénalités

Sans objet.

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION

7.1. LIEUX D'EXECUTION

Les prestations d'études s'exécutent dans les lieux suivants :

Port de Plaisance – Commune de Calais

7.2. MODALITES D'EXECUTION - CONDUITE DES PRESTATIONS

Les conditions d'exécution ou de conduite des prestations sont définies dans le document : cahier des charges.

7.3. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le pouvoir adjudicateur peut décider de l'arrêt de l'exécution des prestations conformément à l'article 20 du CCAG PI.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité au profit du titulaire.

7.4. PERSONNEL DU TITULAIRE

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter le marché.

La personne physique ou l'équipe qu'il affecte à la conduite des prestations est celle qu'il a mentionnée dans l'acte d'engagement.

La bonne exécution du marché étant subordonnée à l'intervention de cette (ces) personne(s), le titulaire s'oblige à maintenir l'effectif ainsi désigné jusqu'à l'achèvement des prestations d'études.

Au cas exceptionnel où la personne ou l'un des membres de l'équipe ne serait plus en mesure d'exécuter le marché (départ, démission, indisponibilité temporaire ou définitive), le titulaire désigne un remplaçant que le maître de l'ouvrage peut ou non agréer.

Le remplacement ne peut s'opérer que par un professionnel de même niveau de compétence, d'expérience et de formation.

Le titulaire doit s'assurer que le remplaçant qui intervient en cours de marché possède une connaissance suffisante des prestations déjà effectuées.

Pendant toute la durée du marché, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de récuser, par décision motivée, ceux des personnels du titulaire qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution des prestations.

Le titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels recusés.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

7.5. CONTROLE DES PRESTATIONS

Pas de stipulations particulières.

7.6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET DU MAITRE D'OUVRAGE

7.6.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

A - Obligation de résultats

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat et, à ce titre, il est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer une prestation conforme aux règles de la profession et aux prescriptions du cahier des charges.

Tout résultat partiel ou négatif entraîne normalement une réfaction sur le prix des prestations d'études.

B - Précautions à prendre

Pas de stipulations particulières.

C - Moyens à mettre en œuvre par le titulaire ou les équipes

Les moyens éventuels à mettre en œuvre par le titulaire sont définies dans le cahier des charges.

D - Stockage, emballages, transport

Sans objet.

E - Conditions du recours à la sous-traitance

Le titulaire ne peut sous-traiter les prestations d'études que dans les conditions prévues à l'article 3.6. du CCAG-PI.

F - Secret professionnel et obligation de discrétion

Le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il (elle) aura connaissance au cours de l'exécution des prestations d'études.

G - Emploi de la langue française

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi 94-655 du 4 août 1994, l'emploi de la langue française est obligatoire pour l'établissement de tout rapport, toute documentation, toute correspondance relatifs au présent marché.

7.6.2 OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Pas de stipulations particulières.

7.7. LIEUX OU LOCAUX ET MOYENS MIS A DISPOSITION

7.7.1. Lieux ou locaux mis à la disposition du titulaire

Pas de stipulations particulières.

7.7.2. Moyens mis à la disposition du titulaire

Sans objet.

7.8. NOTIFICATION DES DECISIONS - COMMUNICATIONS AVEC LE TITULAIRE

Le maître de l'ouvrage notifie ses décisions et communique avec le titulaire dans les formes prévues à l'article 3.1. du CCAG.

ARTICLE 8 - PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

8.1. PRIX

8.1.1 Forme des prix :

Les prestations d'études faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire.

La décomposition de ce prix est donnée dans l'Acte d'Engagement et le devis détaillé remis à l'appui de son offre par le candidat.

La rémunération forfaitaire des différentes phases sera appliquée suivant les dispositions suivantes :

rémunération forfaitaire à date de remise du rapport ou des documents demandés par phase et étape intermédiaire suivant décomposition reprise dans l'Acte d'Engagement et/ou le devis détaillé remis par le candidat.

8.1.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation.

8.1.3 Application de la Taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

8.2. TRANCHE(S) OPTIONNELLE(S)

La mission est décomposée en une tranche ferme et 3 tranches optionnelles.

Le démarrage des prestations de la tranche ferme est déclenché par la simple notification du marché valant ordre de service. La ou les tranches optionnelles est (sont) déclenchée(s) par courrier de notification.

8.3. VARIATION DANS LES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **mai 2017**; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés semestriellement à compter du 1er janvier 2018 par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la ou les formules suivantes :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n .

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois de novembre. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant la nouvelle période.

L'index de référence I , publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie du Développement durable, des Transports et du Logement, est l'index **SYN Honoraires SYNTEC (sociétés assujetties à la TVA)**.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

8.4. REGLEMENT

8.4.1. Acomptes :

Le droit de percevoir des acomptes mensuels est reconnu aux petites et moyennes entreprises ou aux sociétés coopératives ouvrières de production au sens de l'article 114 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

8.4.2. Solde :

Le solde est versé au titulaire dans les conditions prévues à l'article 11.8. du CCAG-PI.

8.4.3. Échéancier des paiements :

Le rythme des paiements obéit à un échéancier des paiements établi par le titulaire.

8.4.4. Délai de paiement :

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et le décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 8 du décret précité est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.5. FORME DES DEMANDES DE PAIEMENT

La demande de paiement est établie par le titulaire en 3 exemplaires et adressée à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres & Mers
Département des Finances
76, boulevard Gambetta – CS 40 021
62101 CALAIS Cedex

La demande de paiement mentionne la décomposition des prix forfaitaires, l'intitulé du marché et son numéro, le pourcentage de prestations exécutées, etc.

ARTICLE 9 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

9.1. RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas appliqué de retenue de garantie sur les paiements effectués au profit du titulaire.

9.2. AVANCE

Aucune avance n'est versée au prestataire.

9.3. ASSURANCE

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (ou chaque cotraitant) doit justifier au moyen d'attestations portant mention de l'étendue des garanties, qu'il est détenteur d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés pendant l'exécution des prestations d'études.

Dans tous les cas, si l'attestation n'apporte pas les renseignements suffisants, le maître de l'ouvrage peut exiger une copie certifiée conforme du contrat d'assurance complet.

ARTICLE 10 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS - DECISIONS APRES VERIFICATIONS

10.1. OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Les opérations de vérifications des prestations d'études sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 26 du CCAG-PI.

10.2. DECISIONS APRES VERIFICATIONS

Suite aux vérifications, les décisions de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, sont prises dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG-PI.

10.3. DELAIS D'ACCEPTATION DES PRESTATIONS

Le maître de l'ouvrage dispose d'un délai de 15 jours pour procéder aux vérifications des prestations d'études et pour notifier sa décision.

ARTICLE 11 - GARANTIE TECHNIQUE

Sans objet

ARTICLE 12 - RESILIATION DU MARCHE - REGLEMENT DES LITIGES

12.1 - RESILIATION DU MARCHE

Il est fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

A - RESILIATION DU FAIT DU MAITRE D'OUVRAGE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Pour la fixation de sa somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 33 du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles est fixé à 5 %.

B - RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU PRESTATAIRE

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 32 du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, la fraction des prestations déjà accomplies par le prestataire et acceptée par le maître de l'ouvrage est rémunérée sans abattement.

C - CAS PARTICULIER DE RESILIATION LIE A LA BONNE EXECUTION DES PRESTATIONS

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des personnes désignées dans le marché, les stipulations de l'article 3 du CCAG-PI sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG-PI, traitant de la résiliation aux torts du titulaire (art. 32) et les autres cas (articles 30,31) de résiliation peuvent s'appliquer dès lors qu'une seule des personnes désignées dans le marché se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

D - RESILIATION EN CAS DE GROUPEMENT

En cas de groupement, dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues aux articles 30, 31 et 32 du CCAG-PI, les dispositions de ce cahier traitant de la résiliation aux torts du titulaire (art. 32) et les autres cas de résiliation (art. 30,31) sont applicables.

12.2 - REGLEMENT DES LITIGES

Il est fait application du chapitre 8 du CCAG-PI.

ARTICLE 13 - SAISIE-ARRET

Si le marché est conclu avec un groupement de co-traitants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel est pratiquée une saisie-arrêt du chef d'un des co-traitants retient sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

ARTICLE 14 - REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Il est fait application de l'article 30.2 du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles.

ARTICLE 15 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le règlement des prestations est effectué en Euros. Le prix reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre, outre les pièces prévues à l'article 114 du code des marchés publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n° ayant pour objet". Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en Euros selon les indications figurant à l'acte d'engagement et adressées au titulaire principal ; le prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser au maître d'ouvrage seront rédigées en français."